



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

professions de santé

Question écrite n° 37291

Texte de la question

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur la précarité des étudiants en soins infirmiers. Alors qu'un protocole d'accord a été signé en 2001 entre la Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers et le ministère de la santé, son application n'est toujours pas complète. Ainsi, dans de nombreux instituts de formation en soins infirmiers, les indemnités de stage et les remboursements de frais de transport ne sont pas du tout alloués aux étudiants, ou ne le sont pas dans les délais requis. Depuis la rentrée 2003, les étudiants en soins infirmiers alertent constamment son ministère sur leur situation mais ne perçoivent aucune avancée concernant leurs conditions d'études. Leur diplôme n'est toujours pas reconnu à sa juste valeur et les étudiants boursiers ont subi, pour 30 % d'entre eux, une diminution de leur bourse d'études. De plus, pour pallier la pénurie d'infirmières dans les structures de soins, les quotas d'étudiants ont été revus à la hausse, sans pour autant que les moyens humains, matériels et financiers soient augmentés, au détriment de la formation. Par conséquent, elle souhaite connaître sa position face aux revendications des étudiants et notamment face à leur demande d'une reconnaissance de leur diplôme à un niveau bac + 5 et d'une adaptation des moyens proportionnelle à l'augmentation des quotas.

Texte de la réponse

La situation des étudiants infirmiers fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement. Le ministère de la santé et de la protection sociale veille notamment à ce que les dispositions prévues par le protocole d'accord signé le 2 avril 2001 entre le ministère chargé de la santé et la Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers soient mises en oeuvre dans les meilleures conditions. Une réflexion sur la reconnaissance universitaire du diplôme d'État d'infirmier est actuellement menée en liaison avec le ministère chargé de l'enseignement supérieur, en vue d'étudier les différentes hypothèses d'intégration de la formation d'infirmier, et de façon plus générale des formations paramédicales, dans l'architecture LMD (Licence-Master-Doctorat). Des moyens financiers nouveaux ont en outre été accordés aux instituts de formation en soins infirmiers, afin de tenir compte des récentes augmentations des quotas. Ils ont notamment permis la création au plan national de 210 postes d'enseignant pour la rentrée de septembre 2003, s'ajoutant à ceux précédemment créés. Par ailleurs, l'arrêté du 28 septembre 2001 a amélioré les conditions de remboursement des frais de transport engagés pour se rendre sur les terrains de stage ; il a également fait en sorte que tous les stages donnent lieu au versement d'indemnités aux étudiants, alors que précédemment ce dernier était limité aux stages de fin de deuxième et de troisième années, ce qui a constitué un progrès tout à fait significatif. S'agissant des bourses d'études, le montant annuel de la bourse à taux plein attribuée pour l'année scolaire 2003-2004 par les services du ministère chargé de la santé est désormais identique à celui de la bourse au 5e échelon allouée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur, soit 3 501 euros, d'une part ; d'autre part, les circulaires des 30 juin et 3 septembre 2003 ont instauré un dispositif égalitaire et automatique d'attribution de ces bourses sur tout le territoire.

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont](#)

Circonscription : Haute-Vienne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37291

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 avril 2004, page 2842

Réponse publiée le : 20 juillet 2004, page 5590